

L'ACTUALITÉ
JURIDIQUE
DROIT ADMINISTRATIF

AIDA

Dossier
Page 1249

CONTENTIEUX POTENTIELS EN RESPONSABILITÉ ADMINISTRATIVE

L'étude des potentialités ouvre une réflexion sur les futurs contentieux et contentieux du futur en droit de la responsabilité administrative. Elle porte tant sur des objets nouveaux, qui occasionneront inévitablement des litiges, que sur d'autres pour lesquels le recours au juge pourrait se développer.



Version numérique incluse*



DROITS FONDAMENTAUX

Les journalistes, « chiens de garde » des manifestations
p. 1239

Annulant plusieurs points du schéma national du maintien de l'ordre, le Conseil d'Etat affirme l'importance particulière de la présence des journalistes lors des manifestations.

ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE

La complexité contentieuse d'une procédure de fermeture d'une école musulmane
p. 1286

La fermeture des écoles hors contrat soulève, en cas de recours, des problèmes difficiles, notamment celui des relations unissant la voie pénale et la voie administrative.

POLICE

Pas d'interdiction locale des locations touristiques de courte durée
p. 1289

Le Conseil d'Etat censure l'arrêté du maire de Nice interdisant les locations saisonnières, confirmant sa réticence à l'intervention des collectivités territoriales en matière sanitaire.

DALLOZ



9 782996 321222

HEBDOMADAIRE – 21 juin 2021 – N° 22 – 2021

Pages 1233 à 1296

AJDA

31-35, rue Froidevaux,
75685 - Paris cedex 14
Tél. : 01 40 64 54 54
Fax : 01 40 64 54 66

Pour joindre un correspondant,
composez le : 01 40 64 suivi des
chiffres figurant à la suite de son nom

Hebdomadaire - 77^e année

Président,
Directeur de la publication
Renaud Lefebvre

RÉDACTION

aj@dalloz.fr

Rédacteurs en chef

Fabrice Melleroy

Marie-Christine de Montecler (5474)

Rédacteur en chef adjoint

Jean-Marc Pastor (5405)

Rédaction

Carine Biget (5435)

Emmanuelle Maupin (5306)

Conseil scientifique

Céline Faivre, Yves Jégouzo,

Christine Maugué, Nicolas Portier,

Vincent Potier, Loïc Poupot,

Nil Symchowicz,

Didier Truchet, Philippe Yolka

1^{er} secrétaire de rédaction

Caroline Charrier (5368)

Secrétaires de rédaction

Sylvie De Sousa (5455)

Anne Tuttle (5338)

Rédacteur en chef technique

Raphaël Henriques (5294)

ABONNEMENTS / MARKETING

Directrice des abonnements

Yvette Nay

80, avenue de la Marne,

92541 Montrouge cedex

ventes@dalloz.fr

Responsable relation clients

Wilfried René

01 40 92 36 64

Publicité

Sandrine Touton Michel

Tél. : 01 40 92 20 24

publicite@lefebvre-sarrut.eu

France métropolitaine 1 an :

745,33 € TTC

Etranger 1 an : 796,00 € HT

Prix au numéro : 36,76 € TTC

L'Actualité juridique

droit administratif est éditée par

EDITIONS DALLOZ

SAS au capital de 3 956 040 €

Siège social : 31-35, rue Froidevaux

75685 Paris Cedex 14

RCS Paris 572 195 550,

CODE APE 5811 Z

N° SIRET 572 195 550 00098

N° TVA FR 69572 195 550

N° CPPAP : 1222 T 79888

JOUVE Print,

733, rue Saint-Léonard,

53100 Mayenne

Dépôt légal - juin 2021

Société des Editions Lefebvre-Sarrut

© Editions Dalloz - L'Actualité

juridique droit administratif,

juin 2021



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE..

N° 22/

hebdomadaire - 21 juin 2021

pages 1233 à 1296

🐦 Retrouvez l'AJDA sur Twitter @AJDA_Dalloz

AU FIL DE L'ACTUALITÉ

1238 Recours Tarn-et-Garonne, le juge peut statuer *ultra petita*

Saisi d'un recours en contestation de la validité d'un contrat, le Juge peut annuler celui-ci, alors même qu'il n'est saisi que d'une demande de résiliation.

1246 Le retour de l'État dans la protection de l'enfance

Le projet de loi relatif à la protection des enfants, entériné par le conseil des ministres le 16 juin, réforme la gouvernance du secteur. Il revêt aussi les modalités d'évaluation de la situation des mineurs non accompagnés.

JURISPRUDENCE COMMENTÉE

1278 Principe de neutralité et subventionnement d'un festival par une région

Conclusions de Bertrand Savouré

Doit être annulée, car contrevenant au principe de neutralité, la subvention attribuée à une association en vue de l'organisation d'un festival dont l'orientation politique est marquée.

1281 Liberté élargie pour les résidents des EHPAD

Note d'Anna Zachayus

Le Conseil d'Etat, prenant en compte l'avancée de la vaccination des résidents des EHPAD et l'impact des mesures de confinement sur leur état de santé, a suspendu la recommandation visant à interdire les sorties de ces établissements.



*À l'aide de vos identifiants, retrouvez votre revue sur Dalloz-Revues.fr et sur l'appil Dalloz pour smartphone et tablette.

1233 TRIBUNE

- 1233 **Le juge négociateur, nouvelle figure du juge administratif?**, par Florian Poulet

1236 AU FIL DE L'ACTUALITÉ

- 1236 **Les trois priorités du Conseil d'État**
- 1237 **Application de la loi plus douce aux irrégularités des comptes de campagne des municipales**
- 1237 **Le juge judiciaire compétent sur le commandement de payer un indu de revenu de solidarité active**
- 1238 **Recours *Tarn-et-Garonne*, le juge peut statuer *ultra petita***
- 1238 **Les municipales de 2020 vues par la Commission des comptes de campagne**
- 1239 **Les journalistes, « chiens de garde » des manifestations**
- 1240 **Quand l'enlèvement de véhicules abandonnés en fourrière est une concession**
- 1240 **Notion d'extension de l'urbanisation dans les communes littorales**
- 1241 **Publicité de la nomination d'un fonctionnaire et droit des données**
- 1241 **Protection subsidiaire: une appréciation globale de la notion de « menaces graves et individuelles »**
- 1242 **Les adjoints de quartier peuvent être élus séparément des autres adjoints au maire**
- 1242 **Partage du secret professionnel**
- 1242 **L'interdiction de construire dans un cône de vue doit être proportionnée à l'objectif recherché**
- 1243 **Les fonctionnaires malades ont droit au respect de leur vie privée**

- 1243 **Un premier bilan des métropoles**
- 1244 **Un comportement irréprochable ne suffit pas à faire disparaître la menace grave que représente un étranger**
- 1244 **La location de locaux commerciaux en meublé de tourisme soumise à autorisation**
- 1245 **Le juge du référé précontractuel face au secret des affaires**
- 1245 **Répartition des compétences en matière de contentieux de l'admission à l'aide sociale**
- 1245 **Domages liés aux servitudes instituées au profit des concessionnaires de distribution d'énergie**
- 1246 **Le retour de l'État dans la protection de l'enfance**

1248 VEILLE DE JURISPRUDENCE

- 1248 **Qui peut invoquer le droit à la vie privée contre une condamnation à démolition?**
- 1248 **Les *drive* pris en compte dans la TASCOM**
- 1248 **À qui incombent les frais d'expertise sur un immeuble menaçant ruine?**

1249 DOSSIER

LES CONTENTIEUX POTENTIELS EN DROIT DE LA RESPONSABILITÉ ADMINISTRATIVE

- 1250 **La responsabilité administrative de demain**, par Hafida Belhail
- 1256 **Les potentialités du contentieux de la carence administrative en matière de santé et d'environnement**, par Sara Brimo

- 1262 **Les contentieux potentiels dans l'enseignement supérieur**, par Anne Jacquemet-Gauché
- 1267 **L'administration numérique: une responsabilité administrative confortée**, par Christophe Testard
- 1272 **Robots civils autonomes: une responsabilité administrative potentielle?**, par Serge Slama

1278 JURISPRUDENCE COMMENTÉE

- 1278 **Principe de neutralité et subventionnement d'un festival par une région**, CAA Lyon, 8 avril 2021, *Région Bourgogne-Franche-Comté*, concl. Bertrand Savouré
- 1281 **Liberté élargie pour les résidents des EHPAD**, CE, ord., 3 mars 2021, note Anna Zachayus
- 1286 **La complexité contentieuse d'une procédure de fermeture d'une école musulmane**, CE 2 avril 2021, *Ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse*, note André Legrand
- 1289 **Pas d'interdiction locale des locations touristiques de courte durée**, CE, ord., 16 février 2021, *Commune de Nice*, note Julien Martin

1296 INDEX

Liste des responsables de rubrique et informations aux auteurs en page 1295